

# MACRON ET DARMANIN PARTOUT, JUSTICE NULLE PART !

**A**près le meurtre de Nahel, la façon dont le gouvernement a répondu à l'immense vague de colère et à la révolte spontanée des quartiers populaires confirme la nature profonde du pouvoir macroniste : antisocial, antidémocratique, raciste, autoritaire...

## C'EST QUI LES VIOLENTS ?

Depuis le printemps, l'exercice du pouvoir par Macron, Borne, Darmanin et Cie a été marqué par de très nombreuses violences, physiques comme institutionnelles. Ainsi, le rapport publié lundi par les observatrices et observateurs sur ce qui s'est passé à Sainte-Soline le 25 mars confirme la violence de la répression exercée sur place contre la mobilisation, et par là même le caractère mensonger de la version défendue par le ministre de l'Intérieur.

Oui, il y a bien entrave aux secours : « *Alors que la zone était calme pendant une heure, les autorités ont entravé les secours au mépris de la vie humaine. Elles ont choisi de ne pas secourir les blessé·e·s en détresse vitale* ». Oui, il y a bien eu des tirs de LBD depuis des quads en direction des manifestantEs ; et contrairement à ce que dit l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN), les gendarmes ne se trouvaient pas en situation de légitime défense lorsqu'ils ont tiré au LBD. Oui, le rapport documente des tirs de grenades sur les blesséEs et les éluEs qui les protégeaient alors qu'ils et elles se trouvaient à distance et étaient tout à fait identifiables...

Pour écraser une mobilisation qualifiée d'« éco-terroriste », le pouvoir devait criminaliser à tout prix : avant, afin de légitimer l'action violente des innombrables « forces de l'ordre » présentes sur place ; après, afin de justifier la dissolution des Soulèvements de la terre et la mise en garde à vue de nombreux et nombreuses militantEs écologistes.

## RIPOSTER, TOU·TE·S ENSEMBLE

C'est dans la suite de multiples violences contre les mobilisations qu'il faut appréhender la politique mise en œuvre ces deux dernières semaines. La mort d'un adolescent de 17 ans, abattu à bout portant par un policier pour un prétendu refus d'obtempérer ; les images choquantes de l'exécution

qui ont largement circulé sur les réseaux sociaux ; tout cela a entraîné une colère parfaitement légitime, avec un soulèvement immédiat dans

de nombreux quartiers populaires et des mouvements spontanés tournés contre les forces de répression ou différents bâtiments, notamment des commissariats.

Dans le contexte d'un déferlement autoritaire et raciste porté par l'ensemble de la droite et de l'extrême droite, la réponse du pouvoir s'est sans surprise située sur le terrain sécuritaire, assumant pleinement le quadrillage policier des quartiers, une « justice » expéditive et arbitraire contre la jeunesse, et l'interdiction des manifestations de solidarité avec les révoltes ou d'opposition aux violences policières. C'est en particulier le cas de la manifestation initiée par le comité Vérité et justice pour Adama, interdite d'abord à Beaumont-sur-Oise, puis à Paris (ce qui n'a pas empêché la tenue d'un rassemblement et d'une manifestation dynamique et digne). Action dégueulasse parmi tant d'autres, Darmanin a suspendu le flic meurtrier mais avec un « plein traitement ». Une mesure conservatoire sans caractère disciplinaire... mais avec un vrai soutien financier !

À l'exception notable du PS et du PCF, la gauche sociale et politique – syndicats, associations et forces politiques – a su se rassembler pour apporter son soutien aux collectifs de quartiers populaires et aux familles de victimes des violences policières qui sont en première ligne. Une convergence inédite qui n'a certes pas suffi à mobiliser massivement mais qui donne un bon signal pour la suite.

Car la lutte doit continuer : contre leur ordre policier (ce qui passe pour nous notamment par la dissolution des BRAV-M et des BAC, et par le désarmement de la police au contact de la population), pour une autre répartition des richesses, afin notamment d'augmenter les salaires, de faire reculer la précarité et de relancer les services publics.



Le mardi 11 juillet 2023

[contact@npa2009.org](mailto:contact@npa2009.org)

**l'Anticapitaliste**  
lanticapitaliste.org hebdo mensuel émission